

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3544

[C - 2009/27181]

8 OCTOBRE 2009. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 51*bis*, alinéa 1^{er}, 2°;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 25*bis*, 2°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment l'article 29*bis*, 2°;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 18 octobre 2007 approuvant le programme d'actions relatif au Fonds Energie pour 2008 et 2009;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 28 août 2008 relative aux mesures coordonnées d'informations, de conseils et de prêts pour améliorer le rendement énergétique des logements;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par le Société wallonne du Crédit social;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 octobre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 octobre 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence motivée par le fait que l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 s'applique aux demandes de primes relatives à des investissements réalisés entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2009;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 21, § 1^{er}, un 2°*bis* est inséré :

« 2°*bis* soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit, si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

A l'article 21, § 2, un 2°*bis* est inséré :

« 2°*bis* soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 2. A l'article 22, un 3° est inséré :

« 3° soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit, si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 3. A l'article 25, 2°, un *b)bis* est inséré :

« *b)bis* soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit, si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 4. A l'article 32, un 3° est inséré :

« 3° soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit, si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 5. A l'article 35, § 2, un 2°*bis* est inséré :

« 2°*bis* soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit, si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 6. A l'article 38, un 2°*bis* est inséré :

« 2°*bis* soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit, si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 7. A l'article 41, un 2°*bis* est inséré :

« 2°*bis* soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit, si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 8. A l'article 58, un 2°*bis* est inséré :

« 2°*bis* soit de la preuve que l'ensemble des factures ont été acquittées pour le 31 décembre 2009; soit, si l'ensemble des factures ou une partie d'entre elles ont été acquittées entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande de toutes les prestations et matériaux est antérieure au 15 octobre 2009 et qu'un premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 9. A l'article 59, un 3° est inséré :

« 3° soit de la preuve que l'ensemble des factures ont été acquittées pour le 31 décembre 2009; soit, si l'ensemble des factures ou une partie d'entre elles ont été acquittées entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande de toutes les prestations et matériaux est antérieure au 15 octobre 2009 et qu'un premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 10. A l'article 64, un 2°bis est inséré :

« 2°bis soit de la preuve que l'ensemble des factures ont été acquittées pour le 31 décembre 2009; soit, si l'ensemble des factures ou une partie d'entre elles ont été acquittées entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande de toutes les prestations et matériaux est antérieure au 15 octobre 2009 et qu'un premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 11. A l'article 67, un 2°bis est inséré :

« 2°bis soit de la preuve que l'ensemble des factures ont été acquittées pour le 31 décembre 2009; soit, si l'ensemble des factures ou une partie d'entre elles ont été acquittées entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande de toutes les prestations et matériaux est antérieure au 15 octobre 2009 et qu'un premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 12. A l'article 72, un 3° est inséré :

« 3° soit de la preuve que l'ensemble des factures ont été acquittées pour le 31 décembre 2009; soit, si l'ensemble des factures ou une partie d'entre elles ont été acquittées entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande de toutes les prestations et matériaux est antérieure au 15 octobre 2009 et qu'un premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 13. A l'article 74, un 2°bis est inséré :

« 2°bis soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit, si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 14. A l'article 83, un 2°bis est inséré :

« 2°bis soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit, si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 15. A l'article 89, un 2°bis est inséré :

« 2°bis soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit, si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 16. A l'article 90, un 2°bis est inséré :

« 2°bis soit de la preuve que la facture a été acquittée pour le 31 décembre 2009; soit, si elle a été acquittée entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 janvier 2010, de la preuve que la commande des prestations est antérieure au 15 octobre 2009 et que le premier acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 17. L'article 95 est complété par 4 alinéas rédigés comme suit :

« En ce qui concerne, les primes visées aux articles 15, 16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 30, 34, 37, 39, 70, 80, 81, 82, 84, 85, 86 et 87, la facture relative à l'investissement éligible doit en outre correspondre à une facture acquittée soit pour le 31 décembre 2009 soit pour le 31 janvier 2010, selon les conditions précisées dans ces articles.

Les primes visées à l'alinéa précédent sont accordées soit lorsque la facture a été payée au plus tard le 31 décembre 2009, soit si la facture a été payée au plus tard le 31 janvier 2010, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° les prestations ont fait l'objet d'une commande dont la date est antérieure au 16 octobre 2009;

2° un acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009.

En ce qui concerne, les primes visées aux articles 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 60, 63 et 68 l'ensemble des factures relative à l'investissement éligible doit en outre correspondre à des factures acquittées soit pour le 31 décembre 2009 soit pour le 31 janvier 2010, selon les conditions précisées dans ces articles.

Les primes visées à l'alinéa précédent sont accordées soit lorsque la dernière facture a été payée au plus tard le 31 décembre 2009, soit si la dernière facture a été payée au plus tard le 31 janvier 2010, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° les prestations et les matériaux ont fait l'objet d'une commande dont la date est antérieure au 16 octobre 2009;

2° un acompte a été payé partiellement ou totalement avant le 1^{er} novembre 2009. »

Art. 18. Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 octobre 2009.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3544

[C – 2009/27181]

8. OKTOBER 2009 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des Artikels 51*bis*, Absatz 1 2°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere Artikel 25*bis*, 2°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, insbesondere des Artikels 29*bis*, 2°;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2007 zur Genehmigung des Aktionsprogramms in Bezug auf den Energiefonds für 2008 und 2009;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 28. August 2008 über die koordinierten Maßnahmen im Bereich der Information, Beratung und Darlehen zwecks der Verbesserung der Energieeffizienz der Wohngebäude;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Einführung der von der "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) gewährten Öko-Darlehen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Einführung der von der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) gewährten Öko-Darlehen;

Aufgrund des am 7. Oktober 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. Oktober 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Art. 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit, die darauf beruht, dass der Ministerialerlass vom 20. Dezember 2007 auf die Prämienanträge für Investitionen anwendbar ist, die zwischen dem 1. Januar 2008 und dem 31. Dezember 2009 getätigt worden sind;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 21, § 1 wird eine Nummer 2°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2°*bis* entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

In Artikel 21, § 2 wird eine Nummer 2°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2°*bis* entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 2 - In Artikel 22 wird eine Nummer 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 3 - In Artikel 25, 2° wird ein Buchstabe *b*) bis eingefügt:

«*b*)*bis* entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 4 - In Artikel 32 wird eine Nummer 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 5 - In Artikel 35 § 2 wird eine Nummer 2°bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2°bis entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 6 - In Artikel 38 wird eine Nummer 2°bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2°bis entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 7 - In Artikel 41 wird eine Nummer 2°bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2°bis entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 8 - In Artikel 58 wird eine Nummer 2°bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2°bis entweder dem Beweis, dass die gesamten Rechnungen spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden sind, oder, wenn die gesamten Rechnungen oder ein Teil davon zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden sind, dem Beweis, dass alle Leistungen und Materialien vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass eine erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 9 - In Artikel 59 wird eine Nummer 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° entweder dem Beweis, dass die gesamten Rechnungen spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden sind, oder, wenn die gesamten Rechnungen oder ein Teil davon zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden sind, dem Beweis, dass alle Leistungen und Materialien vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass eine erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 10 - In Artikel 64 wird eine Nummer 2°bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2°bis entweder dem Beweis, dass die gesamten Rechnungen spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden sind, oder, wenn die gesamten Rechnungen oder ein Teil davon zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden sind, dem Beweis, dass alle Leistungen und Materialien vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass eine erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 11 - In Artikel 67 wird eine Nummer 2°bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2°bis entweder dem Beweis, dass die gesamten Rechnungen spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden sind, oder, wenn die gesamten Rechnungen oder ein Teil davon zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden sind, dem Beweis, dass alle Leistungen und Materialien vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass eine erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 12 - In Artikel 72 wird eine Nummer 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° entweder dem Beweis, dass die gesamten Rechnungen spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden sind, oder, wenn die gesamten Rechnungen oder ein Teil davon zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden sind, dem Beweis, dass alle Leistungen und Materialien vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass eine erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 13 - In Artikel 74 wird eine Nummer 2°bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2°bis entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 14 - In Artikel 83 wird eine Nummer 2^obis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2^obis entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 15 - In Artikel 89 wird eine Nummer 2^obis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2^obis entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 16 - In Artikel 90 wird eine Nummer 2^obis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2^obis entweder dem Beweis, dass die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder, wenn sie zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, dem Beweis, dass die Leistungen vor dem 15. Oktober 2009 bestellt worden sind, und dass die erste Anzahlung teilweise oder völlig vor dem 1. November 2009 getätigt worden ist.»

Art. 17 - Artikel 95 wird durch vier folgendermaßen verfasste Absätze ergänzt:

«Was die in den Artikeln 15, 16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 30, 34, 37, 39, 70, 80, 81, 82, 84, 85, 86 und 87 genannten Prämien betrifft, muss die Rechnung betreffend die zulässige Investition zudem einer Rechnung entsprechen, die entweder spätestens am 31. Dezember 2009 oder spätestens am 31. Januar 2010, je nach den in diesen Artikeln festgelegten Bedingungen, bezahlt worden ist.

Die in vorigem Absatz genannten Prämien werden gewährt, entweder wenn die Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder wenn die Rechnung spätestens am 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, wenn alle nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Leistungen sind Gegenstand eines Auftrags, dessen Datum vor dem 16. Oktober 2009 liegt;

2° eine Anzahlung wurde teilweise oder ganz vor dem 1. November 2009 getätigt.

Was die in den Artikeln 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 60, 63 und 68 genannten Prämien betrifft, müssen die gesamten Rechnungen betreffend die zulässige Investition zudem Rechnungen entsprechen, die entweder spätestens am 31. Dezember 2009 oder spätestens am 31. Januar 2010, je nach den in diesen Artikeln festgelegten Bedingungen, bezahlt worden sind.

Die in vorigem Absatz genannten Prämien werden gewährt, entweder wenn die letzte Rechnung spätestens am 31. Dezember 2009 bezahlt worden ist, oder wenn die letzte Rechnung spätestens am 31. Januar 2010 bezahlt worden ist, wenn alle nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Leistungen und Materialien sind Gegenstand eines Auftrags, dessen Datum vor dem 16. Oktober 2009 liegt;

2° eine Anzahlung wurde teilweise oder ganz vor dem 1. November 2009 getätigt.»

Art. 18 - Die Bestimmungen vorliegenden Erlasses treten am Tag ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 8. Oktober 2009

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3544

[C - 2009/27181]

8 OKTOBER 2009. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 51bis, eerste lid, 2°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 25bis, 2°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 29bis, 2°;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 18 oktober 2007 tot goedkeuring van het actieprogramma betreffende het Energiefonds voor 2008 en 2009;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 28 augustus 2008 betreffende de gecoördineerde maatregelen inzake informatieverlening, adviezen en leningen om het energetisch rendement van de woningen te verbeteren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 oktober 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 oktober 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het ministerieel besluit van 20 december 2007 toepasselijk is op de premieaanvragen betreffende investeringen verricht tussen 1 januari 2008 en 31 december 2009;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 21, § 1, wordt een punt 2^obis ingevoegd :

« 2^obis ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is; ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

In artikel 21, § 2, wordt een punt 2^obis ingevoegd :

« 2^obis ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is; ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 2. In artikel 22 wordt een punt 3^o ingevoegd :

« 3^o ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is; ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 3. In artikel 25, 2^o, wordt een punt b) ingevoegd :

« b) ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is; ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is; het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 4. In artikel 32, wordt een punt 3^o ingevoegd :

« 3^o ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is; ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 5. In artikel 35, § 2, wordt een punt 2^obis ingevoegd :

« 2^obis ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is; ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 6. In artikel 38 wordt een punt 2^obis ingevoegd :

« 2^obis ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is; ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 7. In artikel 41 wordt een punt 2^obis ingevoegd :

« 2^obis ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is; ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 8. In artikel 58 wordt een punt 2^obis ingevoegd :

« 2^obis ofwel het bewijs dat alle facturen voor 31 december 2009 betaald zijn; ofwel, als ze geheel of gedeeltelijk tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald zijn, het bewijs dat de bestelling van alle prestaties en materialen eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 9. In artikel 59 wordt een punt 3° ingevoegd :

« 3° ofwel het bewijs dat alle facturen voor 31 december 2009 betaald zijn; ofwel, als ze geheel of gedeeltelijk tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald zijn, het bewijs dat de bestelling van alle prestaties en materialen eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 10. In artikel 64 wordt een punt 2°bis ingevoegd :

« 2°bis ofwel het bewijs dat alle facturen factuur voor 31 december 2009 betaald zijn; ofwel, als ze tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald zijn, het bewijs dat de bestelling van alle prestaties en materialen eerder dan 15 oktober 2009 is gebeurd en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 11. In artikel 67 wordt een punt 2°bis ingevoegd :

« 2°bis ofwel het bewijs dat alle facturen voor 31 december 2009 betaald zijn; ofwel, als ze geheel of gedeeltelijk tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald zijn, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 12. In artikel 72 wordt een punt 3° ingevoegd :

« 3° ofwel het bewijs dat alle facturen voor 31 december 2009 betaald zijn; ofwel, als ze geheel of gedeeltelijk tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald zijn, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 13. In artikel 74 wordt een punt 2°bis ingevoegd :

« 2°bis ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is; ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 14. In artikel 83 wordt een punt 2°bis ingevoegd :

« 2°bis ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is; ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is gebeurd en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel voor 1 november 2009 is betaald. »

Art. 15. In artikel 89 wordt een punt 2°bis ingevoegd :

« 2°bis ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is, ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is; het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is verricht en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 16. In artikel 90 wordt een punt 2°bis ingevoegd :

« 2°bis ofwel het bewijs dat de factuur voor 31 december 2009 betaald is; ofwel, als die tussen 1 januari 2010 en 31 januari 2010 betaald is, het bewijs dat de bestelling van de prestaties eerder dan 15 oktober 2009 is gebeurd en dat het eerste voorschot gedeeltelijk of geheel vóór 1 november 2009 is betaald. »

Art. 17. Artikel 95 wordt aangevuld met 4 leden, luidend als volgt :

« Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 15, 16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 30, 34, 37, 39, 70, 80, 81, 82, 84, 85, 86 en 87 moet de factuur betreffende de in aanmerking komende investering bovendien overeenstemmen met een factuur die ofwel voor 31 december 2009 ofwel voor 31 januari 2010 betaald is, volgens de in die artikelen bepaalde voorwaarden.

De in het eerste lid bedoelde premies worden toegekend ofwel wanneer de factuur uiterlijk op 31 december 2009 is betaald, ofwel als de factuur uiterlijk op 31 januari 2010 is betaald, wanneer wordt voldaan aan de volgende voorwaarden :

1° de prestaties hebben het voorwerp uitgemaakt van een bestelling met een datum van vóór 16 oktober 2009;

2° een voorschot is vóór 1 november 2009 gedeeltelijk of geheel betaald.

Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 60, 63 en 68 moeten alle facturen betreffende de in aanmerking komende investering bovendien overeenstemmen met facturen die ofwel voor 31 december 2009 ofwel voor 31 januari 2010 betaald zijn, volgens de in die artikelen bepaalde voorwaarden.

De in het eerste lid bedoelde premies worden toegekend ofwel wanneer de laatste factuur uiterlijk op 31 december 2009 is betaald, ofwel als de laatste factuur uiterlijk op 31 januari 2010 is betaald, wanneer wordt voldaan aan de volgende voorwaarden :

1° de prestaties en de materialen hebben het voorwerp uitgemaakt van een bestelling waarvan de datum van vóór 16 oktober 2009 dateert;

2° een voorschot is vóór 1 november 2009 gedeeltelijk of geheel betaald. »

Art. 18. De bepalingen van dit besluit treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Namen, 8 oktober 2009.